

M A N I F E S T E

AU PEUPLE MAROCAIN A L'OCCASION DES ELECTIONS
DU 17 MAI 1963 A LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

PEUPLE MAROCAIN,

L'Union Nationale des Forces Populaires a décidé de participer aux élections à la Chambre des Représentants. Notre organisation a donc choisi d'engager une nouvelle bataille, d'ouvrir un front dans les rangs mêmes des forces de la réaction.

Mais notre décision ne saurait prêter à confusion. L'Union Nationale des Forces Populaires, organisation révolutionnaire, reste l'adversaire déclaré du régime féodal et personnel. L'un de nos objectifs les plus immédiats est de mettre fin à ce régime, auquel doivent nécessairement succéder des institutions populaires élus dans le cadre d'une saine et véritable démocratie.

De telles structures étatiques, à base populaire, permettront seules de traduire dans la réalité économique, sociale et politique, les objectifs de notre révolution, fixés par le Congrès de mai 1962.

CHERS CONCITOYENS,

Il ne s'agit pas de composer avec le régime féodal et rétrograde et encore moins de se laisser entraîner dans son système anti-populaire et paternaliste. A ceux qui seraient tentés de préconiser une espèce d'union nationale, notre réponse est claire: il n'y a pas d'union nationale possible autour d'un pouvoir féodal, d'esprit fondamentalement réactionnaire, qui a donné les preuves de sa versalité, de son mépris des principes, d'une absence totale de conviction et d'une incapacité notoire. Depuis trois ans, ce régime "incarné et personnalisé", qui oublie qu'il doit au patriotisme confiant des masses populaires jusqu'à son existence même, prépare patiemment et sournoisement le lit de ses maîtres néo-colonialistes.

Ces derniers plus préoccupés de l'immédiat, du court terme, exigent de lui, comme il se doit, qu'il soit loyal et remplisse ses obligations.

... / ...

La constitution octroyée, fabriquée sur mesure par les assistants techniques du néo-colonialisme, est l'habillage du régime. Le FDIC, création du Palais Royal, groupant des féodaux et des fonctionnaires corrompus, est destiné à lui assurer la stabilité requise. Ses porte-paroles : directeur du cabinet royal et autres agents du néo-colonialisme, révèlent ouvertement leur soi-disant doctrine : la planification socialiste serait une erreur, la réforme agraire une utopie, la nationalisation de l'industrie et du commerce extérieur un leurre catastrophique. Selon eux, la voie du capitalisme, l'ouverture de notre marché intérieur aux puissances néo-colonialistes seraient les seules voies "réalistes" à suivre.

C'est sur de telles conceptions que le régime qui nous gouverne aujourd'hui souhaiterait s'installer et durer. Il a même l'aberration de vouloir camoufler son jeu et ses intentions et de vouloir être pris au sérieux par nos frères de la République Démocratique et Populaire Algérienne afin que soit instauré le Maghreb du profit, c'est-à-dire du néo-colonialisme.

Aussi la ligne de démarcation idéologique est-elle suffisamment nette pour interdire toute compromission. Nos élus, quel que soit leur nombre, n'auront pas ce pauvre "réalisme", qui serait d'ailleurs d'une singulière naïveté et qui consisterait à entrer dans le jeu du système.

PATRIOTES !

Le pouvoir rétrograde qui s'est installé depuis mai 1960, est aujourd'hui bien identifié et nettement personnalisé : il est l'agent du néo-colonialisme qui lui fournit soutien de propagande, aide matérielle après lui avoir façonné constitution, loi électorale et FDIC.

C'est la fierté de l'UNFP d'avoir acculé ce régime à apparaître le visage découvert. La prise de conscience des masses populaires, dans les campagnes comme dans les villes, est un phénomène irréversible. Il n'est que d'écouter les propos et les chansons pour s'en rendre compte. Il ne s'agit pas d'améliorer le régime, de l'amender ou de le cautionner, pour l'Union Nationale des Forces Populaires, il s'agit de l'abolir.

Nos élus auront donc pour tâche de contribuer à ce travail de clarification, d'éducation et d'information de l'opinion. Mandatés par le peuple, ils auront à exprimer la volonté populaire face au pouvoir féodal domestiqué par le néo-colonialisme. Les frères candidats qui s'apprêtent aujourd'hui à livrer le combat ont pris l'engagement de suivre à tous les instants les directives de notre organisation et d'œuvrer, au sein de la Chambre des Représentants, dans l'union et la discipline pour le triomphe de notre idéologie. Ils auront à combattre et à vaincre sur leur terrain même, les forces de la réaction.

... / ...

Ce n'est là qu'un aspect de notre lutte révolutionnaire, car l'essentiel de nos objectifs ne sera pas accompli au sein de l'enceinte parlementaire, si jamais il y a parlement, mais en dehors grâce à l'action organisée de la classe ouvrière, de la paysannerie, des jeunes et des intellectuels révolutionnaires.

Tous les patriotes, tous les militants de l'Union Nationale des Forces Populaires doivent se mobiliser dans les quartiers et dans les douars et barrer la voie aux agents de la réaction et du néo-colonialisme. La bataille sera dure parce que le régime a mobilisé l'appareil administratif de l'Etat au service de ses candidats déclarés ou encore dissimulés. Il compte extorquer les voix par la répression, la menace, la corruption et les falsifications. Mais la combativité de nos militants, leur énergie et leur esprit de sacrifice ainsi que le bon sens séculaire de notre peuple seront à même de résister efficacement à la violence et combattre vigoureusement toute tentative de détournement de pouvoir.

Casablanca, le 2 mai 1963.

Le Secrétariat général de l'Union
Nationale des Forces Populaires.
